

LA VÉRITÉ

ORGANE DE DÉFENSE DES TRAVAILLEURS

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE

SECTION FRANÇAISE DE LA 4^e INTERNATIONALE

19, rue Daguerra, Paris (14^e). — Téléphone: Sufren 62-31

C. C. P. Mile Picard 5660-88 Paris

BIENVENUE A CEUX QUI REJOIGNENT LE P. C. I.

Le Bureau Politique du P.C.I. salue la déclaration de la minorité de l'Action Socialiste et Révolutionnaire, déclaration parue dans le n° 225 de « La Vérité », et souhaite la bienvenue aux militants qui rejoignent les rangs du parti pour poursuivre le combat contre le capitalisme et forger l'unité qui permettra au prolétariat de s'émanciper.

La crise du Parti Socialiste, au cours de l'année 1947, avait donné l'espoir qu'une aile gauche relativement importante, en rompant avec la S.F.I.O., évoluerait vers les positions fondamentales du marxisme révolutionnaire défendues par la IV^e Internationale. L'échec d'ouvrier de novembre-décembre 1947, la désaffection d'une aile du P.C.I. travaillant entre S. R. et des J.S. qui avaient rompu avec la S.F.I.O. ne sont plus organisés aujourd'hui. La majorité de ceux qui restent ont, en quelques mois, effectué une régression rapide, les uns se tournant vers le stalinisme du P.S.U., les autres vers le réformisme du R.D.R.

La social-démocratie, qui a perdu l'essentiel de sa base, ne pourra désormais fournir que quelques éléments isolés au parti révolutionnaire. Mais la crise du parti stalinien n'en est qu'à ses débuts. Le renforcement de l'avant-garde défendant le programme de la IV^e Internationale est un facteur important du développement de cette crise et de l'évolution des meilleurs militants stalinien vers le programme de la Révolution.

Le Bureau Politique se joint à l'appel lancé par la minorité de l'Action Socialiste et Révolutionnaire auprès de ceux qui s'étaient tournés à l'origine vers cette organisation et dont les espoirs ont été déçus. Il n'y a pas de miracles dans la marche vers le socialisme. Il n'y a que la construction lente et difficile d'un parti révolutionnaire. Il n'a pas fallu une année pour que se manifestent, et la vanité des savantes manœuvres sans programme et la vitalité de la section française de la IV^e Internationale.

Militants, qui voulez combattre pour la Révolution et le Socialisme, entendez l'appel de la minorité de l'A.S.R.I.

Adhérez au Parti Communiste Internationaliste!

Rejoignez les rangs de la IV^e Internationale!

Le 10 janvier 1949.

Riposte décisive

Les grands prophètes du R.P.F. nous ont avertis: 1949 sera l'année décisive; elle verra l'instauration de l'Etat Fort Gaulliste. Simple phrase de propagande ou plan d'action réalisable? La réponse dépend entièrement de la classe ouvrière, de son unité, de sa capacité de résistance et de riposte.

La menace réactionnaire du gaullisme, que La Vérité fut seule à dénoncer pendant plusieurs années, est devenue si évidente que Blum dans le Populaire, Ducloux ou Fajon dans l'Humanité et même la presse bourgeoise « libérale » en admettent maintenant la réalité.

En effet, chaque manifestation de l'activité R.P.F. soulève sa nature bonapartiste et anticouvrière:

Aux cris de « dissolution, révision », hérités directement du « général Boulanger », il appelle les fidèles de Vichy à instaurer l'Etat fort, régime de la matrasse, des camps de concentration et du peloton d'exécution. Mais un certain mystère subsistait sur le « programme social » du R.P.F. On allait voir ce qu'en allait voir; un « capitalisme décapitalisé, mais non décapité », un vrai paradis pour les travailleurs choyés et cajolés par les patrons. Foin de la lutte de classe, foin de la révolution prolétarienne. M. de Gaulle et son association se raient de ces vieilleries marxistes.

Le Conseil National R.P.F. de septembre a dégonflé la baudouche de l'association, celle « du requin et des sardines » comme le signalait la très respectable « Aube ».

Plus de mystère.

Le fameux programme social a perdu son mystère et peut se résumer en quatre points:

- Produire... Produire...
- « Il faut accroître la production par tous les moyens, notamment par l'augmentation de la durée du travail » (De Gaulle, le 1^{er} octobre 1948). Voilà qui est clair et précis: journée de travail plus longue, réduction des loyers, non paiement des heures supplémentaires. Le paradis gaulliste, c'est le travail épuisant et sans limitation de temps, c'est le bagne industriel.

Autorité

« Il faut renforcer l'autorité du patron dans les entreprises. » Pour cela, il faut des gardes « chômeurs, un Syndicat - Maison ou mieux un Syndicat R.P.F. C'est pour cela que le R.P.F. envoie ses hommes de mains s'embarquer dans les entreprises avec une recommandation pour le patron.

Syndicats

« Il faut des Syndicats professionnels travaillant à augmenter le rendement et à lacer à fond de la politique ». Autrement dit, de bons chiens du patron et de l'Etat fort. Les autres Syndicats, les moll-lavés, seraient évidemment livrés.

Association

Voici ce qui ressort des débats du Conseil National et du discours de De Gaulle au Val d'Hiv':

- Pas de participation ouvrière à la gestion (pour préserver l'autorité du patron);
 - Pas d'organismes ouvriers de contrôle (pour préserver le sacro-saint secret commercial, c'est-à-dire le secret des profits capitalistes);
 - Installation de primes collectives de rendement (si chères à Ambrose Goetz), mais avec cette nouveauté que ces primes ne seraient pas versées aux ouvriers-sociaux, mais réservées dans l'entreprise.
- Pas ce tour de passe-passe, les patrons augmenteraient donc leur profit, leur capital et l'exploitation des ouvriers.
- Voilà la fameuse association gaulliste! Comme on comprend que l'hebdomadaire du R.P.F. ait poussé la discrétion jusqu'à étouffer les résolutions de son Conseil National...

Lame et goupillon

Parachevant son programme vichyste, le Maréchal deux étoiles définit sa position sur l'enseignement:

- « Là aussi il importe d'élever le débat... de ne pas se perdre dans les querelles de l'enseignement, se penchant sur des questions... les subdivisions font les écoles libres ont besoin pour pouvoir subsister... »
- « Si les écoles privées venaient à disparaître, ce serait un grand dommage pour la paix civile... »
- Ceci termine le message personnel du général!!!

Les dirigeants du parti socialiste et du parti communiste français font mieux de ne pas reconnaître le « nouveau » dont ils furent pendant deux ans les ministres zélés. Pourtant, ils ne pouvaient ignorer que le même Charles de Gaulle déclarait à Londres en 1942: « La Révolution nationale, c'est très bien. Ce que je reproche à Pétain, c'est d'être appuyé sur les bisontines allemandes pour l'imposer au peuple français. C'était le meilleur moyen de le faire échouer. »

Il n'ignorait pas plus qu'au micro de la

La tactique des "grèves tournantes" porte ses fruits: Jules Moch chasse les grévistes de chez Panhard

Le dimanche 16 janvier, policiers et C.R.S. envahissent l'usine Panhard où les ouvriers faisaient grève depuis trois jours. Le piquet de grève de douze hommes (les dirigeants du Syndicat, pour éviter les « incidents », avaient empêché une occupation plus massive) n'eût qu'à s'incliner. Les flics de Jules Moch occupèrent non seulement l'usine, mais peu après la

cantine et le stade où devaient se tenir les Assemblées.

S'attaquer aux métallos de la Région Parisienne n'était pas chose aisée. Et jusqu'ici la bourgeoisie et le matraqueur Jules Moch avaient regardé à deux fois avant de lancer, dès le début d'un mouvement, les forces de répression. Voilà maintenant qui est fait. Le Gouvernement d'affameurs

espère avec ces méthodes réduire au silence les travailleurs.

Quels sont les problèmes posés par la grève Panhard?

LA TACTIQUE DES « GREVES » TOURNANTES » CONTINUE

A l'heure où nous écrivons ces lignes (mercredi 19 janvier), l'usine est toujours occupée par la police. Les ouvriers de chez Panhard continuent le combat. Les collectes ont commencé dans les usines de la Région Parisienne.

Ainsi la tactique des grèves tournantes continue. Après les mineurs, les 3.000 ouvriers de chez Panhard sont lancés et laissés seuls dans le combat. Et les travailleurs des autres entreprises sont seulement appelés à les soutenir de leurs deniers.

La grève de chez Panhard a démarré sur les revendications du minimum vital et des 25 % (les revendications propres à l'entreprise ne figurent qu'au second plan), mais « l'Humanité » du 19 janvier ne parle plus de ces mots d'ordres, qui aujourd'hui comme hier ne peuvent être arachés que par l'ensemble des travailleurs.

Cette manœuvre a déjà été employée au moment de la grève des mineurs. Elle révèle toute la duplicité de la politique des chefs stalinien, qui n'hésitent pas à abandonner du jour au lendemain des revendications sur lesquelles ils font démarrer les mouvements.

Lorsqu'une grève partielle s'engage sur des objectifs limités (maintien des temps, primes, etc.), elle peut aboutir, car il est possible de faire céder le patron sur des revendications qui sont propres à l'entreprise. En tout cas, elle resoude le front des travailleurs et de ce fait, même quand elle n'aboutit que partiellement ou pas, elle ne présente pas de danger pour le développement de la lutte de classe.

Mais lorsque les dirigeants de la C.G.T. entraînent les 3.000 ouvriers de chez Panhard à faire la grève pour le minimum vital et les 25 %, ce combat, pour aboutir, devrait s'étendre nationalement. Sinon, c'est la tactique des « grèves tournantes » à la manière de la grève des mineurs poursuivie jusqu'à épuisement d'une catégorie de prolétaires.

Car le problème du pouvoir d'achat n'est évidemment pas réglable à l'échelle d'une usine ou même d'une industrie. Il reste à arracher un minimum vital véritable garanti par l'échelle mobile, ces revendications ne peuvent trouver de solution qu'à l'échelle nationale. La classe ouvrière tout entière les imposant par la lutte contre le capitalisme et son Etat.

Ce qui était valable en novembre 47 et en décembre 48 l'est encore aujourd'hui. Seule, une LUTTE D'ENSEMBLE pourra arracher le minimum vital et l'échelle mobile. SEULE UNE LUTTE D'ENSEMBLE pourra chasser ce Gouvernement qui ne veut accorder aucune des revendications ouvrières.

Les chefs stalinien, une fois de plus, ont engagé un secteur important de la classe ouvrière dans un combat isolé. Leur objectif est seulement de faire pression sur la bourgeoisie et non d'engager la classe ouvrière dans une action généralisée.

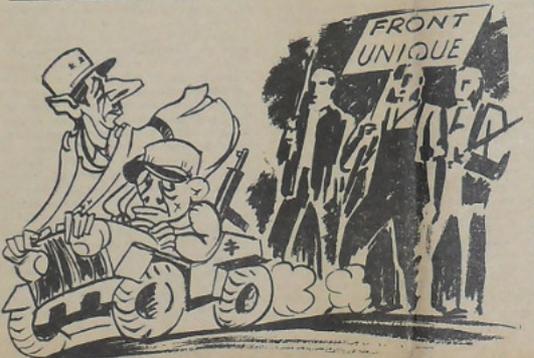
Ils préparent aux travailleurs défaits sur défaites. Il faut rompre avec leur politique. Les grèves partielles sont utiles seulement si elles resoude les forces de la classe ouvrière et si elles aident les travailleurs (grâce à l'union réalisée et aux avantages mêmes limités qu'ils arrachent) à préparer la grève générale.

UNE REVENDICATION QUI DIVISE

Mais sur quel programme les dirigeants syndicaux appellent-ils les travailleurs à se battre?

La C.G.T. revendique d'une façon générale le minimum vital de 15.000 francs (alors qu'il devrait être fixé sur la base de la revendication catégitiste de février 45 à 23.000 environ) et l'échelle mobile.

Mais comme étape transitoire, elle demande une augmentation de 25 % à compter immédiatement sur les salaires. Cette revendication ne peut resouder les rangs ouvriers. Les travailleurs ont déjà fait l'expérience à de multiples reprises de ces augmentations proportionnelles aux salaires. Avec les nouvelles propositions de Frachon, l'ou-



B.B.C., le 24 mars 1942, de Gaulle prophétisait: « Patience, on verra bien qui la fera, pour finir, la Révolution Nationale. »

Alerte au crétinisme parlementaire

Depuis sa fondation, en mai 1947, le R.P.F. basait sa tactique sur la manœuvre parlementaire, en vue de la constitution d'un Gouvernement gaulliste avec ou sans dissolution de la Chambre. Le manque de cohésion et de combativité des troupes du Rassemblement et même de ses groupes de combat lui imposait de s'entreprendre la guerre civile contre la classe ouvrière qu'après s'être emparé de l'appareil de répression étatique. Pour s'ouvrir à « voie froide » vers le pouvoir, il lui fallait des complices au Parlement et une classe ouvrière divisée dans les usines.

C'est pourquoi il s'alliait aux Radicaux et proposait au M.R.P. de lui octroyer dix fois 100 sièges: députés s'il acceptait le jeu de la dissolution.

Mais cette opération n'avait de chance de réussite que dans la mesure où des chefs traités à la classe ouvrière créent et entretiennent une division artificielle en partisans du bloc russe et partisans du bloc américain.

Dans la mesure où les chefs stalinien organisent d'office sur défaites pour satisfaire aux exigences de la bureaucratie du Kremlin pendant que les chefs « socialistes » se font les exécutants de la répression bourgeoise.

C'est dire que la victoire parlementaire du gaullisme passait par l'affaiblissement et la défaite des ouvriers dans la rue et dans les usines.

Depuis les élections présidentielles aux Etats-Unis, la troisième force a repris un peu de confiance dans son éphémère destinée. Parallèlement, le gaullisme passe plus ouvertement à l'action extraparlamentaire, renforce son aile fascisante, tempse ses troupes, exalte la combativité de ses suivants petits bourgeois, prépare les conditions d'une guerre civile contre la classe ouvrière. Il ne se passe plus une semaine qui ne soit marquée par une agression des hommes de main R.P.F. contre des vendeurs de la presse ouvrière. Poteux, Moulétard, Gentilly-XX.

La presse R.P.F. met en valeur ces opérations militaires pour stimuler les vertus guerrières de la masse des petits bourgeois gaullistes.

De plus en plus fréquentes, ces agressions sont préparées soigneusement et exécutées selon les règles de la guerre de rue par des troupes sélectionnées, entraînés et équipées, ayant leur commandement, leurs agents de liaison motorisés. Très souvent, la tactique est celle de l'embuscade: un groupe restant attique, des groupes de renfort et des réserves dissimulés sont prêts à intervenir pour briser la riposte des travailleurs.

Il est maintenant évident que la riposte spontanée, improvisée, peut se terminer par des défaites de la classe ouvrière dans les quartiers les plus prolétaires.

Etats à dire qu'il n'y a rien à faire, que les servs fascistes du R.P.F. tiendront

de plus en plus le bas du pavé et permettront à De Gaulle d'accéder au pouvoir sans résistance? Non, cela, aucun travailleur conscient ne peut l'admettre.

Alors faut-il demander au Gouvernement la dissolution et le désarmement des formations paramilitaires R.P.F.? C'est ce que se contentent de faire les chefs traités à la classe ouvrière. Mais ces gémissements de vieille femme ne céderont pas la bourgeoisie à renoncer à leur armée de guerre civile. Même s'il est inquit pour son propre sort, le Gouvernement n'a ni la liberté, ni même le désir de réaliser la dissolution, car les succès des groupes de combat gaulliste le renforcent contre la classe ouvrière.

Non! la riposte ne peut venir que des travailleurs eux-mêmes. A l'organisation militaire des fascistes, il faut opposer l'organisation militaire de classe des travailleurs: la milice ouvrière, entraînée, organisée démocratiquement, élisant ses chefs parmi les plus capables et les plus décidés. Seule, la milice ouvrière, formée sur la base des quartiers et des usines (comme le furent les milices patriotiques dissoutes par Thorez en janvier 1945), peut assurer avec succès l'autodéfense des masses laborieuses, et entraîner ces masses dans des riposte décisives qui balayeront des quartiers ouvriers les nerfs de Gaulle.

Comme les luttes revendicatives, les luttes physiques contre les fascistes ont besoin d'être organisées, coordonnées. La tactique des « bagarres coordonnées », comme celle des grèves tournantes, démoralisent les travailleurs en laissant l'initiative aux fascistes. C'est pourquoi il faut frapper! C'est ensemble qu'il faut frapper. Ainsi, les quelques 5.000 hommes de choc du général qui participent aux raids dans la Région Parisienne se dégoutent vite de se froter aux prolétaires. Sinon ils prendront toujours plus d'audace, ils entraîneront toujours plus de partisans dans leurs opérations.

La riposte décisive, est aussi et par-dessus tout le front unique de la classe ouvrière surmontant les divisions artificiellement entretenues entre « bloc russe » et « bloc américain », c'est l'action unie des travailleurs pour leurs revendications et pour un Gouvernement à eux, sans ministres capitalistes.

FAYRE-BLEISTREU.

LE NUMÉRO 227 de "LA VÉRITÉ" paraîtra le 4 Février

ABONNE - TOI! SOUSCRIS!

ADHÈRE AUX AMIS DE "LA VÉRITÉ"

Front unique contre la justice de classe

Dix mille mineurs licenciés, deux mille emprisonnés, des centaines d'années de prison, dix millions d'amendes. Trois mois après la fin de la grève, les arrestations de responsables syndicaux continuent et les condamnations pleuvent encore.

La répression est à la hauteur du danger que les bourgeois ont senti passer. Et ceux-ci trouvent leurs meilleurs serviteurs dans les chefs traités de la S.F.I.O.

Ces socialistes de Gouvernement disent lutter sur deux fronts. Jugeois-en.

Peyrouton, ministre de Vichy, est acquitté, dans le même temps qu'André Marcy et Constant Mathey sont condamnés à des peines de cinq à six mois de prison, à 25 et 30.000 francs d'amendes et au versement de « provisions » s'élevant à 25 et 40.000 francs « à valoir sur les dommages et intérêts dus aux houillères ».

Mais c'est au nom de loi signée Marcel Paul et Croizat, sur les délits contre la liberté du travail, que 67 mineurs d'Alsace ont été incarcérés. C'est au nom de l'article 111 du code de la nationalité (ordonnance du 19 octobre signée de François Billeux et Charles Tillon) que la nationalité française peut être retirée aux mineurs d'origine étrangère ayant participé activement à la grève.

Une grande d'Alsace que les ministres de partis ouvriers au gouvernement bourgeois y servent toujours les intérêts capitalistes.

Cette répression, c'est la rançon de la défaite de la grève des mineurs dont la responsabilité incombe aussi aux chefs stalinien.

Qui peut arracher à la vengeance bourgeoise les travailleurs victimes de la répression? L'Humanité s'en remet aux « bons Français ». Là encore les faits répondent. Tous les journaux de la bourgeoisie ricane, se congratule et réclament les peines les plus sévères pour les « fauteurs de trouble ».

Seuls, les travailleurs se mobilisent pour défendre leurs frères frappés par la répression. Ce sont les mineurs des puits de la Béraudière et de Sainte-Florentine qui débryent à nouveau pour protester contre la condamnation de leurs délégués Maritan et Loubert. Ce sont les ouvriers qui, dans les usines, continuent à collecter pour soulager les misères des mineurs.

Les travailleurs, à quelques organisations qu'ils appartiennent, ne peuvent accepter, la justice de classe de la bourgeoisie et l'écrasement de leurs libertés élémentaires. Mener l'action pour que le Front Unique entre tous les travailleurs et toutes les organisations ouvrières se réalise, pour que les actions de masses aient lieu sur la base de la localité, du département, du pays tout entier. Voilà qui barrera la route à la répression, voilà qui permettra de renforcer les conditions d'une lutte décisive contre la justice de classe et le gouvernement réactionnaire.

S. LEFRANC.

Pour "La Vérité"

La région parisienne se mobilise

C'est particulièrement sur le problème de la campagne de la Vérité que se sont penchés les Secrétaires de cellules de la Région Parisienne dans leur réunion du 16 janvier.

- 2° classement (au 12 janvier)
1° Ressot (Renault) . . . 44
2° Jézéquel (Brest) . . . 42
3° Bary (Clichy) . . . 24
4° ex-aequo: Garrive (cell. 17° / 18°), Christiane (Championnet) . . . 14
6° Grave (cell. 15°) . . . 12
7° George (Nantes) . . . 11
8° ex-aequo: Sal. (Montbrion), Becro (cell. 13°), Bloch (P.-de-D.) 10
11° ex-aequo: Malosse (Lyon), Allemand (Tarascon), Toulouzon (Ardèche), Faucher (Lyon) . . . 8
15° ex-aequo: R. Lanriot (Blois), Rospars (Fin.), Florence (M.-et-M.), Righetti (Chausson) . . . 6
19° ex-aequo: Nizon (Loire), Ermont (Gnome), Tidone (Marseille) . . . 4
21° ex-aequo: Oise, Bordeaux, Reims, Cell. Postiers, Cell. Puteaux . . . 2
26° Châlons . . . 0

Résultats de la campagne au 10 janvier

Les diverses régions du parti ont accompli un effort très méritoire. L'indique le tableau ci-contre. Si certaines régions sont assurées de réaliser sans trop de peine leur quota à 100 % au 15 mars, d'autres qui sont les plus nombreuses devront mettre les bouchées doubles.

Table with 3 columns: Région, Pourcentage, Quota. Includes entries for Région Paris., Ardèche, Bouches-du-Rhône, Finistère, Loire, Loire-Inf., Loire-Cher, Marne, Meurthe-et-Mos., Puy-de-Dôme, Rhône, Tarn-et-Garonne, Gironda, Hérault.

Liste de souscription pour "La Vérité" Soutien International

Groupes: "La Lutte", Saïgon: 10.620 fr. Comité Exécutif International: 10.000 fr.

Contribution extraordinaire des militants du P.C.I.

Renaudi: 2.300; Cell. 13°: 1.100; Cell. Postiers: 800; Championnet: 1.100; Total: 5.300. Total précédents: 57.195. Total général: 62.495 fr.

Souscriptions des Amis de "La Vérité"

Cellule XV: 278; Cellule Renaudi: cartes n° 2870; 100 fr.: n° 2823; 100; 2825; 50; n° 2698; 25; n° 2693; 100; n° 2694; 15; n° 2695; 50; n° 2817; 10; n° 2692; 50; n° 2815; 30; n° 2826; 20; n° 2818; 20; n° 2691; 100; Cell. Chausson: cartes n° 1009; 150; n° 1010; 20; Championnet: 100; R.P.: 1.180; Souscription des Amis de La Vérité au réveil du P.C.I.: 5.520; D. B. (Lorient): 300; Brest: 108; Croisset: 100; Montpéra B.M.: 200; Total: 8.581. Total précédents: 26.192. Total général: 35.173.

Campagne d'abonnements

Cellule 17°: 400; Puteaux: 200; Cell. 17/18°: 200; Clichy: 400; Chausson: 600; Postiers: 400; Cell. 15°: 200; P.-de-D. (Stoz): 200; Toulouzon: 200; Chérany: 200; Saïgon: 200; Lorient-Cher: Laifont: 200; Thery (Nord): 200; Thery (Nord): 200; Thomy: 200; Brest: 200; Croisset: 200. Total: 7.300. Total précédents: 25.260. Total général: 32.560.

un militant révolutionnaire conscient, décidé à aider la classe ouvrière à résister à la misère, au fascisme et à la guerre, malgré les trahisons des organisations traditionnelles.

LIBRAIRIE
Léon TROTSKY: 540
Staline: 60
Léon D'Espagne: 60
Ma Vie: 200
LÉNINE: 200
Marx, Engels, Marxisme: 200
Œuvres choisies (Tome I): 240
Karl Marx et sa doctrine: 45
K. MARK ENGELS: 25
Le Manifeste communiste: 25
FRÉDÉRIC: 500
L'Introduction à la psychanalyse: 500
Essais de psychanalyse: 420
V. ALBA: 540
Histoires des Républiques espagnoles: 540
T. PLEKHIÉV: 600
Adresse commande et fonds à M. Corvin, 19, rue Duguesne, C.C.P. 6964-96

LA VIE DU PARTI

AVIS AUX MILITANTS
La parution de la Vie du Parti et des Notes politiques et d'organisation a été retardée jusqu'à la distribution des cartes 1949.

A partir de janvier, le rythme de parution en sera modifié afin de permettre l'édition des brochures de propagande en préparation.

RÉGION PARISIENNE

Les cours de l'école de cadres de la R.P. sur les bases philosophiques du marxisme auront lieu samedi 5 février et dimanche 6 février à la salle des SOCIÉTÉS SAVANTES (Métro Odéon)

Premier cours, samedi 5, à 9 heures du matin, SALLE F.

Rayon de Puteaux

Depuis longtemps nos camarades de Puteaux font de grands efforts pour réaliser le front unique dans leur localité. Devant l'urgence, de plus en plus grande des vendeurs du "Rassemblement" sur le marché de Puteaux, ils viennent d'adresser une nouvelle lettre aux organisations ouvrières.

Cellule Renault

La "Vérité Renault" n° 8 vient de paraître. Entre autres, un article y souligne l'action déjà menée par notre cellule au département A.O.C. et appelle les ouvriers de ce département à s'unir pour lutter.

NEUVES-MAISONS

"L'Exploit", bulletin n° 5 de la cellule du P.C.I. de Neuves-Maisons (Meurthe-et-Moselle), vient de paraître. Nos camarades y signalent comment la direction de l'usine se refuse à tenir ses promesses sur l'augmentation des loyers d'affaires et les moyens à employer pour la faire cesser.

NANTES

La région prépare une école de cadres régionale.

BRETAGNE

Nos camarades organisent une fête avec la participation et un profit des enfants de mineurs.

PERMANENCES DU PARTI

Paris. - La permanence se tient désormais les mardis, mercredis, vendredis et samedis, de 16 à 19 heures, 19, rue Duguesne, Paris (14°) (aux fond de la cour). Tél.: Surf. 62-31.
Tarascon. - Le samedi, de 14 à 17 h. et le dimanche matin, de 10 à 12 heures, 3, rue du Docteur-Barbier.
Nantes. - "La Vérité" est vendue le dimanche matin au marché de Bonffay, par les militants du P.C.I.
Finistère. - Écrire à Calvis, Ecole de garçons, Lognonn-Doua.
Brest. - Tous les jeudis à partir de 20 h. 30, Café Ty-Coz, Quatre-Moulines.
Tous les vendredis à partir de 20 h. 30, Café Clébat-Bar, 17 bis, rue Kérivin.
Quimper. - S'adresser à Bob Trévin, 39, Grande-Rue, Kerpennan.
Saint-Etienne. - Le samedi de 18 h. à 19 heures, Café Esprit, place du Peuple.
Les cellules et régions sont priées de nous communiquer sans retard leurs permanences pour insertion dans "La Vérité".

Lénine Liebknecht Luxembourg

ALLEMAGNE 1919

Le 7 novembre 1918, vingt-deux courtounes princières d'Allemagne avaient roulé dans la boue. A Kiel, à Lübeck, à Hambourg, Dresden, Leipzig, leurs soviets avaient établi un pouvoir à eux, comme l'avaient fait les prolétaires de Russie. A Berlin s'était formé un "Conseil des Commissaires du Peuple", comme en Russie. Mais les soi-disant Commissaires du peuple n'étaient autres que Ebert et Scheidemann qui, pendant la guerre impériale, avaient fourni à Guillaume II de fidèles auxiliaires. Une fois au pouvoir, de tels dirigeants "socialistes" ne pouvaient évidemment prendre parti que pour le maintien de l'ordre bourgeois.

C'est Ebert qui fait appel aux officiers de l'Etat-Major, le 24 décembre, pour expulser du Palais Impérial les matelots révolutionnaires qui y étaient cantonnés. Le Palais est bombardé et assailli, mais l'intervention des ouvriers berlinois change en défaite l'offensive menée par les généraux et les ministres.

Avec Liebknecht et Luxembourg, la classe ouvrière allemande avait perdu les meilleurs dirigeants de son jeune Parti Communiste. Deux semaines après, Franz Mehring disparaissait à cinq ans plus tard, presque jour pour jour, le prolétariat mondial tout entier pleurait le deuil de Lénine.

Aujourd'hui, vingt-cinq ans après la mort de Lénine, le mouvement ouvrier ne manque plus seulement d'un dirigeant génial, il manque aussi de la condition élémentaire de sa victoire: un Internationalisme Communiste, Mars 1919, ce n'était pas seulement l'époque de la répression contre le prolétariat allemand, c'était aussi celle où le pouvoir des Soviets se raffermissait, politiquement d'abord par la dissolution de l'Assemblée Constituante petite-bourgeoise, militairement ensuite par l'avance victorieuse de l'Armée Rouge.

C'est pour cette raison que Karl et Rosa demeurent, trente ans après, des exemples remarquables de fidélité à l'Internationalisme. C'est pour l'opposition résolue qu'ils menèrent — seuls — parmi les dirigeants socialistes allemands — à la première guerre impériale, qu'ils furent tous deux jetés en prison. Liebknecht était seul, le 2 décembre 1914, à prononcer au Reichstag des paroles de solidarité internationale et à voter contre les crédits de guerre. Il était seul encore, le 14 mai 1916, sous l'uniforme militaire, à distribuer dans Berlin des tracts contre la guerre. Ils étaient peu nombreux à enseigner aux masses que « l'ennemi est dans notre propre pays ».

Et à peine la révolution avait-elle tiré Karl et Rosa de leur prison que la contre-révolution les assassinait. Pourtant, le bilan de leur action internationale n'était pas négatif. Ils étaient morts depuis neuf jours seulement lorsque le Parti Communiste russe lança son appel à huit organisations révolutionnaires de divers pays — dont la Ligue Spartakus — pour la formation d'une nouvelle Internationale (1). Et c'est ainsi que le 2 mars 1919 se réunit le premier Congrès de l'Internationale Communiste, Mars 1919, ce n'était pas seulement l'époque de la répression contre le prolétariat allemand, c'était aussi celle où le pouvoir des Soviets se raffermissait, politiquement d'abord par la dissolution de l'Assemblée Constituante petite-bourgeoise, militairement ensuite par l'avance victorieuse de l'Armée Rouge.

La IVe Internationale reprend la lutte
LES RUINES DE L'ANCIENNE, SUR DE NOUVEAUX FONDEMENTS PLUS SOLIDES
Rosa Luxemburg, dans « La crise de la social-démocratie », aboutissait aux mêmes conclusions. Tous deux étaient prêts à lancer avec Lénine le grand mot d'ordre: « LA IIe INTERNATIONALE EST MORTE, VAINCUE PAR L'OPPORTUNISME. A BAS L'OPPORTUNISME ET VIVE LA IIIe INTERNATIONALE, DEBARRASSEE DES RENEGATS ET AUSSI DE L'OPPORTUNISME ».

« LA NOUVELLE INTERNATIONALE NAITRA, PEUT NAITRE SUR L'EXEMPLE grec, combien de fois, dans les réunions publiques ou dans les discussions privées, les militants du P. C. F. nous font-il opposé lorsque nous dénonçons la politique de collaboration de classe pratiquée par les dirigeants staliniens lors et à la suite de l'échec de l'appareil de répression hitlérien? Eh oui, disaient-ils, vous voulez faire de la France une autre Grèce? Que se passe-t-il en Grèce? Les travailleurs y ont pris les armes contre l'impérialisme britannique; celui-ci les assassine et ils doivent aujourd'hui mener un combat inégal avec de bien faibles chances de succès. A cela, nous répondions essentiellement: 1° Qu'il ne doit pas y avoir de « choix », de capitulations dans la lutte de classes; ceux qui veulent faire croire à la classe ouvrière qu'elle pourra faire sa révolution sans la lutte armée contre la bourgeoisie, aide, appuyée par les autres bourgeois, eux-mêmes sont ou des traîtres ou des incriminés: 2° Que vouloir poser autrement la question ne fait qu'amener la classe ouvrière au dilemme suivant: capituler ou combattre sans entrer dans la lutte armée, au moment choisi par la bourgeoisie parce que les conditions lui sont favorables. Et le meilleur exemple que nous pouvons apporter n'est-il pas celui de la Grèce elle-même. La capitulation stalinienne devant la bourgeoisie grecque et l'impérialisme britannique n'a pas évité la classe armée, mais l'a fait éliminer dans des conditions infiniment moins favorables. Et, autre exemple, si nous sommes également « ou par la force, de Gaulle vient au pouvoir, n'est-il pas évident que la classe ouvrière, sans arme, sans soutien, profondément divisée, se trouvera dans des conditions dix fois moins favorables qu'en 1944 pour mener la lutte? »

« Lorsque les Britanniques sont revenus en territoire grec, on a pu constater dans l'E.A.M. et dans le Parti communiste, force dirigeante de l'E.A.M., des hésitations, un manque de perspectives claires, des illusions en ce qui concerne la politique de l'impérialisme anglo-saxon en Grèce et le rôle qu'il entendait y jouer. Dans des jours décisifs pour la Grèce, alors que la révolution démocratique populaire, qui avait englobé la majorité de la classe populaire, se développait victorieusement, la direction du Parti a eu le vertige

interrogés. On les assomme, l'un après l'autre, et on les embarque en voiture. Au Tiergarten, on fait descendre Karl et on l'abat à coups de revolver. A coups de revolver on abat Rosa, et son corps est jeté dans le canal de la Landwehr. Les prolétaires berlinois ne conduiront qu'un cercueil vide au cimetière de Friedrichshain, et le corps de Rosa ne sera retrouvé que bien des mois après. « Le terreau saignant de la terreur charrie les cadavres de Rosa Luxemburg, de Karl Liebknecht et des autres chefs honteusement assassinés. Il grossit singulièrement lors du renversement de la République Soviétique de Munich. Les terreur se montre implacable envers le prolétariat de la Ruhr, coupable d'avoir osé lutter courageusement pour abattre la contre-révolution lors de la révolte de Kapp; cette terreur s'attaque aux révolutionnaires de l'Allemagne centrale en mars 1923, elle sévit en Thuringe et en Saxe. « La terreur judiciaire marche de pair avec la mitraillerie », écrit Clara Zetkin (recueil « Dix années de terreur blanche » publié par l'Internationale Communiste, Bureau d'Éditions 1929).

« Vous, socialistes français et allemands, vous êtes la destinée l'un de l'autre. Vous, les amis français, je vous en conjure, ne vous laissez pas ensorceler par la phrase d'union nationale — c'est certain que vous ne donnerez pas dans ce piège-là — pas plus que par celle non moins dangereuse de l'unité du parti. Chaque protestation, par contre, chaque manifestation de votre opposition à la politique gouvernementale officieuse, chaque profession de foi hardie pour la lutte de classes, pour la solidarité avec nous, pour la volonté prolétarienne de paix, renforce notre combativité, décuple notre force d'agir dans le même sens en Allemagne, pour le prolétariat mondial » (Lettre de Liebknecht à la Conférence de Zimmerwald, septembre 1915).

L'ennemi est dans notre pays

qui, dans la tradition de Karl et Rosa, accueillirent ce qu'ils croyaient être l'Armée Rouge en créant leurs soviets ne recurent d'elle aucune leçon d'Internationalisme, mais seulement exactions et répression. Les mangers de « Boche » professionnels osent encore parler d'Internationalisme. Mais ils n'osent plus honorer la mémoire de Karl et Rosa. Et c'est très bien ainsi. Comment pourraient-ils, en effet, honorer la mémoire de celui qui disait:

« Vous, socialistes français et allemands, vous êtes la destinée l'un de l'autre. Vous, les amis français, je vous en conjure, ne vous laissez pas ensorceler par la phrase d'union nationale — c'est certain que vous ne donnerez pas dans ce piège-là — pas plus que par celle non moins dangereuse de l'unité du parti. Chaque protestation, par contre, chaque manifestation de votre opposition à la politique gouvernementale officieuse, chaque profession de foi hardie pour la lutte de classes, pour la solidarité avec nous, pour la volonté prolétarienne de paix, renforce notre combativité, décuple notre force d'agir dans le même sens en Allemagne, pour le prolétariat mondial » (Lettre de Liebknecht à la Conférence de Zimmerwald, septembre 1915).

La IVe Internationale reprend la lutte

LES RUINES DE L'ANCIENNE, SUR DE NOUVEAUX FONDEMENTS PLUS SOLIDES

Rosa Luxemburg, dans « La crise de la social-démocratie », aboutissait aux mêmes conclusions. Tous deux étaient prêts à lancer avec Lénine le grand mot d'ordre: « LA IIe INTERNATIONALE EST MORTE, VAINCUE PAR L'OPPORTUNISME. A BAS L'OPPORTUNISME ET VIVE LA IIIe INTERNATIONALE, DEBARRASSEE DES RENEGATS ET AUSSI DE L'OPPORTUNISME ».

« LA NOUVELLE INTERNATIONALE NAITRA, PEUT NAITRE SUR L'EXEMPLE grec, combien de fois, dans les réunions publiques ou dans les discussions privées, les militants du P. C. F. nous font-il opposé lorsque nous dénonçons la politique de collaboration de classe pratiquée par les dirigeants staliniens lors et à la suite de l'échec de l'appareil de répression hitlérien? Eh oui, disaient-ils, vous voulez faire de la France une autre Grèce? Que se passe-t-il en Grèce? Les travailleurs y ont pris les armes contre l'impérialisme britannique; celui-ci les assassine et ils doivent aujourd'hui mener un combat inégal avec de bien faibles chances de succès. A cela, nous répondions essentiellement: 1° Qu'il ne doit pas y avoir de « choix », de capitulations dans la lutte de classes; ceux qui veulent faire croire à la classe ouvrière qu'elle pourra faire sa révolution sans la lutte armée contre la bourgeoisie, aide, appuyée par les autres bourgeois, eux-mêmes sont ou des traîtres ou des incriminés: 2° Que vouloir poser autrement la question ne fait qu'amener la classe ouvrière au dilemme suivant: capituler ou combattre sans entrer dans la lutte armée, au moment choisi par la bourgeoisie parce que les conditions lui sont favorables. Et le meilleur exemple que nous pouvons apporter n'est-il pas celui de la Grèce elle-même. La capitulation stalinienne devant la bourgeoisie grecque et l'impérialisme britannique n'a pas évité la classe armée, mais l'a fait éliminer dans des conditions infiniment moins favorables. Et, autre exemple, si nous sommes également « ou par la force, de Gaulle vient au pouvoir, n'est-il pas évident que la classe ouvrière, sans arme, sans soutien, profondément divisée, se trouvera dans des conditions dix fois moins favorables qu'en 1944 pour mener la lutte? »

« Lorsque les Britanniques sont revenus en territoire grec, on a pu constater dans l'E.A.M. et dans le Parti communiste, force dirigeante de l'E.A.M., des hésitations, un manque de perspectives claires, des illusions en ce qui concerne la politique de l'impérialisme anglo-saxon en Grèce et le rôle qu'il entendait y jouer. Dans des jours décisifs pour la Grèce, alors que la révolution démocratique populaire, qui avait englobé la majorité de la classe populaire, se développait victorieusement, la direction du Parti a eu le vertige

interrogés. On les assomme, l'un après l'autre, et on les embarque en voiture. Au Tiergarten, on fait descendre Karl et on l'abat à coups de revolver. A coups de revolver on abat Rosa, et son corps est jeté dans le canal de la Landwehr. Les prolétaires berlinois ne conduiront qu'un cercueil vide au cimetière de Friedrichshain, et le corps de Rosa ne sera retrouvé que bien des mois après. « Le terreau saignant de la terreur charrie les cadavres de Rosa Luxemburg, de Karl Liebknecht et des autres chefs honteusement assassinés. Il grossit singulièrement lors du renversement de la République Soviétique de Munich. Les terreur se montre implacable envers le prolétariat de la Ruhr, coupable d'avoir osé lutter courageusement pour abattre la contre-révolution lors de la révolte de Kapp; cette terreur s'attaque aux révolutionnaires de l'Allemagne centrale en mars 1923, elle sévit en Thuringe et en Saxe. « La terreur judiciaire marche de pair avec la mitraillerie », écrit Clara Zetkin (recueil « Dix années de terreur blanche » publié par l'Internationale Communiste, Bureau d'Éditions 1929).

« Vous, socialistes français et allemands, vous êtes la destinée l'un de l'autre. Vous, les amis français, je vous en conjure, ne vous laissez pas ensorceler par la phrase d'union nationale — c'est certain que vous ne donnerez pas dans ce piège-là — pas plus que par celle non moins dangereuse de l'unité du parti. Chaque protestation, par contre, chaque manifestation de votre opposition à la politique gouvernementale officieuse, chaque profession de foi hardie pour la lutte de classes, pour la solidarité avec nous, pour la volonté prolétarienne de paix, renforce notre combativité, décuple notre force d'agir dans le même sens en Allemagne, pour le prolétariat mondial » (Lettre de Liebknecht à la Conférence de Zimmerwald, septembre 1915).

L'ennemi est dans notre pays

qui, dans la tradition de Karl et Rosa, accueillirent ce qu'ils croyaient être l'Armée Rouge en créant leurs soviets ne recurent d'elle aucune leçon d'Internationalisme, mais seulement exactions et répression. Les mangers de « Boche » professionnels osent encore parler d'Internationalisme. Mais ils n'osent plus honorer la mémoire de Karl et Rosa. Et c'est très bien ainsi. Comment pourraient-ils, en effet, honorer la mémoire de celui qui disait:

« Vous, socialistes français et allemands, vous êtes la destinée l'un de l'autre. Vous, les amis français, je vous en conjure, ne vous laissez pas ensorceler par la phrase d'union nationale — c'est certain que vous ne donnerez pas dans ce piège-là — pas plus que par celle non moins dangereuse de l'unité du parti. Chaque protestation, par contre, chaque manifestation de votre opposition à la politique gouvernementale officieuse, chaque profession de foi hardie pour la lutte de classes, pour la solidarité avec nous, pour la volonté prolétarienne de paix, renforce notre combativité, décuple notre force d'agir dans le même sens en Allemagne, pour le prolétariat mondial » (Lettre de Liebknecht à la Conférence de Zimmerwald, septembre 1915).

Zachariadis fait ou l'exem

réelle. Dans cette situation, la guerre contre l'Allemagne continuant, les impérialismes anglo-saxons suraient-ils eu des forces suffisantes pour se lancer à l'assaut des masses travailleuses, non pas dans la Grèce seule, mais dans l'Europe entière?

Un appui inattendu: Zachariadis

Les militants du P.C.F. qui on a si longtemps souffert dans leur parti cette réputation de l'exemple grec, n'auraient sans doute pas le sans étonnement dans le numéro du 15 décembre de « Pour une paix durable, pour une démocratie populaire » (l'organe du Komintern), l'article de M. Zachariadis, Secrétaire général du Parti Communiste grec, qui occupe toute une page de ce journal. Cet article méritait beaucoup d'autres remarques, mais contentons nous de citer le passage appelé par l'auteur: « Nos erreurs pendant l'occupation et en décembre 44 ». La diffusion de l'organe du Komintern étant plutôt restreinte, rappelons la partie essentielle de ce chapitre. Zachariadis écrit: « Lorsque les Britanniques sont revenus en territoire grec, on a pu constater dans l'E.A.M. et dans le Parti communiste, force dirigeante de l'E.A.M., des hésitations, un manque de perspectives claires, des illusions en ce qui concerne la politique de l'impérialisme anglo-saxon en Grèce et le rôle qu'il entendait y jouer. Dans des jours décisifs pour la Grèce, alors que la révolution démocratique populaire, qui avait englobé la majorité de la classe populaire, se développait victorieusement, la direction du Parti a eu le vertige

de succès. Satisfaites des résultats obtenus, elle a laissé s'affaiblir sa vigilance révolutionnaire de classe et a commis des fautes dont les conséquences graves n'ont pas permis d'achever victorieusement la révolution démocratique populaire dans le pays. C'est ainsi qu'on peut expliquer des faits comme la subordination de l'E.L.A.S. au commandement britannique dans le Proche-Orient, et l'échec aux éléments pro-britanniques de postes décisifs dans le gouvernement de résistance nationale (P.E.E.A.), ce qui ne correspondait nullement au véritable rapport des forces dans le camp de libération nationale. Les concessions injustifiées que nous avons faites à la conférence de Liban, lors de la formation du gouvernement national présidé par Papandrou, sont également caractéristiques sous ce rapport. La direction du P.C. grec a commis une faute quand elle a accepté l'accord de Caserta en vertu duquel le général britannique Scobie, commandant les forces de débarquement britanniques en Grèce, s'est vu attribuer des droits exceptionnels. La direction du Parti communiste grec n'avait pas de ligne ferme et claire dans l'appréciation du rôle de l'impérialisme britannique en Grèce. L'E.A.M. et l'E.L.A.S. n'auraient pas dû permettre aux Britanniques de débarquer leurs troupes en Grèce; car celles-ci n'avaient rien à faire dans notre pays: les occupants allemands en avaient déjà été chassés. Le seul but des Britanniques était d'écraser le mouvement de libération nationale. Les faits ont montré, dès le début, que le mouvement de libération nationale en Grèce

LA STRATEGIE DE DUCLOS

Rien n'a été négligé par le Gouvernement, écrit Duclos, dans les « Cahiers du Communisme », pour battre les mineurs. Afin de pouvoir concentrer toutes ses forces contre eux, le Gouvernement donna satisfaction aux travailleurs de l'électricité et du gaz, à ceux du métro et aux sidérurgistes de Lorraine, mais pour cela même il ouvrait la porte à d'énormes augmentations de salaires et des traitements comme l'exigent les travailleurs de la fonction publique. Et les résultats de leur grève se feront sentir aussi pour les mineurs qui sont sortis vainqueurs de leur magnifique combat.

Autrement dit, les mineurs n'ont rien obtenu immédiatement, mais pour les battre, le Gouvernement a « concentré » (le mot est de Duclos lui-même) toutes ses forces, et de ce fait les autres catégories de travailleurs ont eu ou auront satisfaction. Ensuite viendra le tour des mineurs dans cette amélioration générale. D'où il ressort que ceux-ci sont « moralement » les vainqueurs. Si nous regardons ce qui se passe dans la classe ouvrière autrement que par les pages des « Cahiers du Communisme », nous voyons que les quelques augmentations accordées ici et là pour éviter un élargissement des grèves sont, de l'avis des travailleurs, loin de leur donner satisfaction. Aucune catégorie n'a véritablement satisfaction, car le problème des prix et des salaires et de leurs rapports ne peut être réglé à l'échelle d'une seule corporation. En outre, notre stratégie stalinienne ne voit pas qu'un ouvrier quelconque pourrait lui dire: Si on avait généralisé le mouvement (et après les premiers résistants des mineurs, la température y était favorable dans les entreprises), le Gouvernement n'aurait pas pu « concentrer » ses forces contre les mineurs, il n'aurait pas de forces suffisantes pour battre tous les ouvriers luttant tous ensemble et alors non seulement les autres catégories auraient pu obtenir mieux que ce qu'elles ont obtenu, mais les mineurs aussi auraient eu immédiatement satisfaction au lieu de n'être que « moralement » vainqueurs, ce qui ne met pas l'admirateur de la soupe. Etant en stratégie qui veut que l'on se fasse d'abord battre isolément alors qu'il est dit possible de triompher tous ensemble, afin d'avoir la satisfaction morale de dire que les autres ont quelque chose et qu'on aura aussi peut-être quelque chose. Etant en volonté trop démentir, en voulant démontrer que les grèves tournantes payaient, si ce n'est à la corporation en lutte, du moins à d'autres, Duclos a surtout montré que les dirigeants staliens étaient avant tout soucieux de justifier leur tactique à tout prix pour ne pas avoir à en donner l'explication véritable.

Dans le prochain Numéro de « LA VÉRITÉ »
La leçon des grèves (II), par P. Frank.
Le travail forcé en U. R. S. S.

Licenciements à la « Sécurité Sociale »

La « V. O. » du 12 janvier, avec un certain aplomb, explique que « depuis plusieurs semaines des bruits de licenciements circulent dans les Casiers ». Certes, cela est vrai et les employeurs le savent. Mais la « V. O. » ne dit pas que Patinot et Cie savent depuis de longs mois que ces licenciements sont prévus.

Aux administrateurs C.G.T. des Casiers locaux, ces dirigeants ont, voilà plusieurs mois, expliqué: « Des licenciements seront effectués. Il faut que nous nous préparions aux employés que leur convention collective est favorable, s'ils sont en sursis et sans renouer à leurs revendications, il leur faut être raisonnables... » A l'offensive contre les articles 4, 5, etc. de la Convention Collective, articles privant les rentistes de licenciements, qui ont été repris par les dirigeants staliens et réformistes. Par ricochet, ils se « préparaient » aux licenciements et que, par des années de « bureaucratie stalinienne », ils s'étaient faits les « bons parents » d'une Sécurité Sociale impossible à « bien gérer » dans le Régime capitaliste. Passant à la production et désireux d'être rétablis comme « bons administrateurs », les staliens, les réformistes et les chrétiens appliquent le travail au rendement pour les quichottes. Ils préparent ainsi les conditions des licenciements. Ils affirment aujourd'hui que ces licenciements sont voulus par le Gouvernement « pour réaliser des économies qui aideront dans son budget à la déflation ». C'est vrai, mais depuis qu'ils participent à la gestion de la Sécurité Sociale, ils ont tout fait pour permettre de réaliser ces économies sur le dos du personnel! Aujourd'hui encore ils admettent les compressions du personnel. « Après réorganisation » Les Employés de la Sécurité Sociale ont, dans toute cette orientation, considéré dans chaque Casier des Comités d'Unité d'Action contre les licenciements, pour la défense de la Convention Collective. Ces Comités seront élus par tous les travailleurs de la Casier, syndiqués à la C.G.T., à F.O., à la C.F.T.C. ou non syndiqués. Ces Comités s'appuieront sur la confiance et la lutte de tous les employés empêcheront les licenciements et maintiendront le respect de la Convention.

Pas assez de pain pour les uns, le superflu pour les autres :

Prix, Salaires, Minimum vital

(Prix: indice de détail — Salaires: mensuel, 40 heures — (manœuvre ordinaire Région Parisienne)

1945 (février)				1948 (décembre)			
Prix (indice détail)	Minimum revendiqué (C.G.T.)	Salaires obtenus	Rapport avec 38 (1)	Prix	Minimum revendiqué (C.G.T.)	Salaires actuels (statistiques)	Rapport avec 38 (1)
320	4.000	3.990	93 %	1.928	15.500	12.000	50 %

Ce tableau permet de constater d'un seul coup d'œil que, pour que le manœuvre puisse vivre, il lui faudrait une augmentation égale à son salaire actuel (12.000). Pour que l'ouvrier qualifié puisse aussi « y arriver », il lui faudrait (rien que pour atteindre le minimum vital) 6.000 fr. d'augmentation! En apportant 3.500 fr. au manœuvre, la revendication C.G.T. le laisse en retard de 8.500 fr. sur le minimum vital nécessaire; elle ne donne même pas (avec sa hiérarchisation) le minimum vital réel à l'ouvrier qualifié. Mais au cadre, au coefficient 800, elle apporte plus de cinq fois le minimum vital! Ce faux minimum vital, assorti d'une hiérarchie trop ouverte au sommet, aboutit réellement à laisser l'estomac creux à tous les travailleurs, du manœuvre à l'ouvrier hautement qualifié, seul le cadre peut vivre! Il faut lutter pour un vrai minimum vital à la base et une révision de la hiérarchie. Immédiatement, pour unir tous les travailleurs, il faut un acompte égal pour tous!

(1) (1938 fut une année de crise aux salaires déjà inférieurs aux besoins des travailleurs)

Chez les fonctionnaires

500 francs à l'homme d'équipe 115.000 francs au directeur

DANS même avoir consulté les organisations syndicales, le Gouvernement vient de faire connaître ce qu'il accorde aux fonctionnaires pour l'année 1949: une augmentation de l'indemnité de résidence et la seconde « tranche » du reclassement.

Augmenter l'indemnité de résidence, cela veut dire augmenter la division entre les fonctionnaires de province et ceux des grandes villes. Alors que dans le secteur privé (comme auparavant chez les fonctionnaires), la différence entre les salaires de province et de Paris ne dépasse pas 25 %, elle atteint maintenant 30 % pour les fonctionnaires. Telle est la réponse du Gouvernement à la campagne de l'U.G.F.F. pour la suppression des zones.

Accorder la deuxième tranche du reclassement, c'est certes donner quelques avantages aux fonctionnaires, cela veut dire aussi accroître la division entre les fonctionnaires. Telle est la réponse du Gouvernement à la campagne de l'U.G.F.F. pour la suppression des zones.

Accorder la deuxième tranche du reclassement, c'est certes donner quelques avantages aux fonctionnaires, cela veut dire aussi accroître la division entre les fonctionnaires. Telle est la réponse du Gouvernement à la campagne de l'U.G.F.F. pour la suppression des zones.

Voilà donc le résultat de ce fameux reclassement dont on rebattu les oreilles des fonctionnaires pendant des années en leur faisant miroiter une amélioration sérieuse de

leur situation. Mais, pendant que les Commissions succèdent aux Commissions, que Gouvernement et Syndicats jonglaient avec les indices et les parités et que les réunions syndicales se passaient à discuter des mérites comparés des brigadiers des douanes et des agents des haras nationaux, que les catégories s'opposaient aux catégories, le Gouvernement pouvait se froter les mains, car les fonctionnaires, abusés par les promesses de leurs dirigeants syndicaux, laissent passer l'heure de l'action. Finalement, le Gouvernement imposa son plan de reclassement, plan de division qui écrase les petites catégories et élargit l'éventail des salaires de manière à favoriser une couche privilégiée de fonctionnaires supérieurs qui, dans leur ensemble, sont les agents directs du Gouvernement et des services de l'Etat. Leur grade pour saboter toute action directe de la masse de fonctionnaires. L'échelle des traitements, avant le reclassement, était, en brut, de 1 à 8 environ; elle est maintenant de 1 à 10 et elle doit atteindre 1 à 12 lorsque le plan gouvernemental sera intégralement appliqué.

Les dirigeants syndicaux F.O., C.F.T.C., C.G.T. ont élevé certaines objections au plan gouvernemental; ils demandent l'augmentation de tel et tel indice; mais ils ne s'opposent pas à la conception d'ensemble du Gouvernement qui est d'élargir l'éventail avec des indices nets de 100 à 800 et lorsque l'U.G.F.F. demande 3.000 francs par mois pour les fonctionnaires les plus défavorisés, elle s'empresse de réclamer en même temps la réalisation intégrale du plan gouvernemental, ce qui donnerait au

directeur un traitement de 1.240.000 francs par an (indemnités non comprises), alors que même avec ses 3.000 francs le fonctionnaire à l'indice 100 ne toucherait que 151.000 francs par an.

Avec de telles revendications, l'U.G.F.F., malgré ses appels à l'unité, fait en réalité œuvre de division.

Les fonctionnaires ne retrouveront leur cohésion et leur force que dans l'action pour des revendications capables de les unir, sans distinction de catégorie:

- un véritable minimum vital garanti par l'échelle mobile (aujourd'hui 23.000 fr. par mois);
- une hiérarchie de 1 à 4 en net, au lieu de 1 à 8, dans laquelle les petites catégories ne seraient pas écrasées;
- la suppression des zones de salaires.

THOMON.

Moch chase les grévistes

(Suite de la page 1)

vrier ou l'employé qui gagne 15.000 francs par mois, luttait pour toucher 18.750 francs et pour faire obtenir à son Directeur, qui gagne 50.000 actuellement, 72.500 francs. Directeur qui le sanctionne pour fait de grève.

La classe ouvrière ne peut retrouver son unité et sa cohésion sur une telle revendication. Jamais l'ensemble des travailleurs n'acceptera de se battre pour que sa lutte aboutisse à une telle iniquité.

La bourgeoisie le sait et c'est pourquoi elle se permet de frapper comme elle vient de le faire chez Panhard. Elle est certaine que son intervention policière, dans les conditions présentes de défilé des mineurs, et avec de telles revendications de la C.G.T., n'entraînera pas de riposte ouvrière.

Les 25 % de Frachon désarment les travailleurs et, de ce fait, d'une manière différente de Jouhaux, il parvient une fois de plus à faire le jeu de la bourgeoisie.

★

UNE AUGMENTATION DE SALAIRE EGALE POUR TOUS DES COMITES DE FRONT UNIQUE

Mais la situation est loin d'être désespérée. Les travailleurs peuvent eux-mêmes la transformer en leur faveur, en imposant à leurs organisations la réalisation du Front Unique pour la défense de leurs véritables revendications.

La revendication mise en avant par le P.C.I. UNE AUGMENTATION DE SALAIRE EGALE POUR TOUS LES SALAIRES, dans son Appel aux travailleurs et aux organisations ouvrières, peut seule permettre d'unir immédiatement toutes les forces prolétariennes. Dans chaque entreprise, chaque section syndicale, obligez vos dirigeants à reprendre cette revendication et exigez qu'elle figure dans les « cahiers de revendications » à la place des 25 %.

Et pour que la lutte soit victorieuse:

- « Le fait que les travailleurs à la base décident eux-mêmes de l'action à entreprendre de ses formes et de ses dirigeants », comme l'écrivait le Bureau Politique du P.C.I. dans son Appel » jusqu'à ce jour resté sans réponse. »
- « Dans chaque entreprise, dans chaque quartier, les travailleurs de toutes opinions élisent des Comités de Front Unique qui dirigeront l'action des travailleurs sous le contrôle permanent de leurs mandants. »

M. MESTRE.

Les Travailleurs mettront en échec la loi des loyers

Les différents gouvernements qui se sont succédés depuis la libération ne sont arrivés qu'à promouvoir une politique de reconstruction de l'habitation. Tout juste ont-ils pu loger les milliers de réfugiés déracinés dans les bidonvilles provisoires qui sont les baraquements en bois, les constructions provisoires qui s'accroissent de plus en plus définitives. La crise du logement sévit. Des gens en surnombre dans des logements trop petits, des jeunes ménages en quête d'un toit. Mais les représentants de la bourgeoisie au Parlement, à chaque vote du budget de l'Etat, réduisent les crédits de la reconstruction, alors que les crédits militaires se trouvent majorés. (Il y a de fait non-sens à vouloir reconstruire ce que dans l'éventualité d'une guerre les crédits militaires s'assignent comme tâche de détruire.)

Mais pour donner un fondement à cette incurie, il fallait bien trouver un prétexte.

Les matériaux de construction sont chers, les prix des loyers ne sont pas en rapport avec. Pour que les maisons d'habitation soient rentables, il faut donc augmenter les loyers. La propriété immobilière étant rentable, des capitaux pourront y être investis; la reconstruction redevenant affaire profitable, la carence de l'Etat. C'est simple, mais il fallait y penser. Cependant, l'augmentation basée sur le calcul scientifique du loyer apparaît comme une vaste duperie et ne permet pas de penser que la crise du logement en sera pour autant résolue. Même si l'Etat draine les fonds résultant de cette augmentation et constitue un fond national de reconstruction, le prix des loyers majorés restant encore en 1954 en dessous du coût des matériaux de reconstruction, l'habitation n'en est pas pour cela plus rentable. Même dans le cadre d'une rentabilité permettant de résoudre la crise du logement, les propriétaires ne pourront que opposer à une telle augmentation. Ils n'ont pas à faire les frais de la reconstruction.

La radio ainsi que la presse à gage nous ont expliqué avec force détails que dans tel pays, un travailleur récruse 30 % de son salaire pour son logement de reconstruction. Ici, en France nous étions en cette matière des privilégiés. La pillule est pourtant difficile à digérer. Nous ne sommes préoccupés pas si dans d'autres pays les travailleurs réservent pour leur propriétaire une plus grande partie de leur salaire que nous, mais si dans les conditions actuelles de nos possibilités d'existence, réserver une plus grande partie de notre salaire pour le propriétaire ne contribue pas à amoindrir un standard de vie déjà bien réduit. Or après le calcul scientifique établi en bonne et loyale forme, les conditions actuelles de nos possibilités d'existence, réserver une plus grande partie de notre salaire pour le propriétaire ne contribue pas à amoindrir un standard de vie déjà bien réduit. Or après le calcul scientifique établi en bonne et loyale forme, les conditions actuelles de nos possibilités d'existence, réserver une plus grande partie de notre salaire pour le propriétaire ne contribue pas à amoindrir un standard de vie déjà bien réduit.

Il apparaît donc que les travailleurs étant les plus touchés par cette nouvelle législation des loyers doivent opposer une résistance à cette nouvelle tentative de diminution de leur condition d'existence. La Fédération des travailleurs a lancé le mot d'ordre: « Ne payez votre loyer que sur la base de celui de juillet 48 et sans majoration. » Nous ne pouvons que nous associer à ce mot d'ordre. Il permet de rassembler l'ensemble des travailleurs sur cet objectif: ne pas permettre à la bourgeoisie d'enfermer, par un moyen détourné, notre niveau de vie.

Pour empêcher que l'augmentation des loyers ne vienne encore réduire le faible pouvoir d'achat des travailleurs, ceux-ci doivent réclamer le versement de l'allocation-logement. Nous reviendrons sur ce problème dans un prochain article.

LARRIER.

ACHETEZ
DIFFUSEZ
L'APPEL DU BUREAU POLITIQUE DU P.C.I.
Contre la misère, le fascisme et la guerre
1 brochure 8 pages 5 fr.
par 10 et au-dessus 4 fr.
FRANÇO DE PORT
Adressez commandes et fonds à M. CORVIN
19, rue Daguerre - Paris 14^e
C. C. P. - 6.964 - 96

L'appel du B.P. du P.C.I. par dans le dernier numéro a été cité en brochure. Les cellules et les régions doivent en assurer une large diffusion et passer immédiatement des commandes. Afin de permettre l'édition de prochaines brochures et en raison du prix modique de celle-ci, les cellules et régions sont priées d'envoyer les fonds avec la commande.

A LA S.N.E.C.M.A. DE GENNEVILLIERS

Tirage pour la reprise des cartes

Voilà qui désamèrera les hommes au double jeu, qu'ils soient staliens, F.O. ou chrétiens. Assez de mensonges pour faire avoir une sale pelonne. Lutte pour une politique permettant à chaque employé de défendre son emploi et son pain. C'est cette politique que les camarades trotskystes ont toujours défendue dans la Sécurité Sociale. Camarade de la S.S., viens les rejoindre!

R. DUMONT.

« LA VÉRITÉ » ne se trouve plus dans les kiosques.
Si tu veux être assuré de la lire régulièrement,

CAMARADE, ABONNE-TOI!
PRIX DE L'ABONNEMENT
1 an (24 num.): France 200 fr.
1 an: Colonies, par avion:
Afrique du Nord 300 fr.
A.O.F., Indochine. 440 fr.
1 an: Etranger 350 fr.

Comment les dirigeants changent de position

A la S.N.E.C.M.A. de Billancourt, la grève se déclenche avec l'accord de toutes les organisations syndicales (C.G.T., C.G.T.-F.O., C.F.T.C.) et l'ensemble du personnel menant sur la revendication d'une prime uniforme de 3.000 francs pour tous.

Une délégation monte voir Potez qui oppose un refus tout à fait catégorique. La délégation redescend et va voir un sous-secrétaire auquel elle propose que la prime soit hiérarchisée (3.000 fr. au coefficient 221). Il y avait loin des 3.000 francs uniformes.

Et toutes ces manœuvres sans consultations de la base.

A LA S.N.E.C.M.A. DE GENNEVILLIERS

Tirage pour la reprise des cartes

La reprise des cartes syndicales 1949 cause de graves soucis aux bureaucraties syndicales, à tel point que dans notre usine (S.N.E.C.M.A. Gennevilliers) — et il faut le dire — elle est particulièrement — une Commission Exécutive élargie est constituée pour se pencher sur le problème. La reprise des cartes. Un permanent de l'U.D. était descendu pour nous demander ce que nous pensions sur les possibilités de reprise des cartes et les raisons invoquées par les travailleurs pour ne pas les renouveler. Un ouvrier de « l'entree libre » explique qu'il se sentait deux raisons étaient valables:

- 1° l'augmentation du prix du timbre;
- 2° le manque d'action de la C.G.T. pendant la grève des mineurs (absence d'une orientation vers la grève générale).

Il demanda pourquoi on avait fait perdre de salaire après la manifestation du 11 Novembre (on faisait remarquer que celle-ci avait un caractère patriotique et nationaliste) alors que l'on avait seulement trouvé une demi-heure pour honorer la mémoire du premier mineur tué par les C.R.S.

Aucune réponse du permanent de l'U.D. Ensuite un ouvrier de « l'ébauche » expliqua qu'en effet ses camarades d'ailleurs n'avaient pas compris pourquoi la C.G.T. n'avait pas lancé l'ordre de grève générale.

Toujours par l'ordre de la responsable de l'U.D. Mais comme il lui fallait sortir de l'impassé, il expliqua: « Le timbre syndical n'a pas augmenté en proportion des salaires, il faut rechercher dans le mouvement l'orientation de la section syndicale pour que les ouvriers ne reprennent pas leur carte. »

Une telle argumentation ne pouvait convenir personne, pas même celui qui l'employait. Nombreux sont les travailleurs qui comprennent que les dirigeants les ont conduits. Il n'est d'autre issue que de se regrouper dans la tendance révolutionnaire de la C.G.T. afin de changer la direction.

J. B.